

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Strasbourg, 15 janvier 2018

CAHENF(2017)PV2

## **Comité ad hoc pour les droits de l'enfant (CAHENF)**

### **Rapport de réunion**

Troisième réunion (Strasbourg, 22-24 novembre 2017)

Établi par la Division des droits des enfants  
Direction de la dignité humaine, de l'égalité et des valeurs du sport

## Table des matières

Introduction .....	3
Point 1 de l'ordre du jour : Ouverture de la réunion par la Directrice générale de la démocratie .....	3
Point 2 de l'ordre du jour : Adoption de l'ordre du jour et du programme de travail .....	3
Point 3 de l'ordre du jour : Adoption du rapport de la 2 <sup>e</sup> réunion (29-31 mars 2017).....	3
Point 4 de l'ordre du jour : Informations fournies par la Présidente et le Secrétariat.....	3
Point 5 de l'ordre du jour : Domaine prioritaire 5 : Les droits de l'enfant dans l'environnement numérique.....	4
Point 6 de l'ordre du jour : Priorités du CAHENF en 2018-2019 et programme de travail .....	6
Point 7 de l'ordre du jour : Discussions avec les États membres sur les nouveaux enjeux et l'évolution de la situation en matière de droits des enfants à l'échelle nationale.....	7
Point 8 de l'ordre du jour : Domaine prioritaire 1 : Les droits de l'enfant et les garanties dans le contexte de la migration.....	7
Point 9 de l'ordre du jour : Élection du/de la président(e), du/de la vice-président(e) et du bureau .....	9
Point 10 de l'ordre du jour : Information sur d'autres activités et rapports pertinents du Conseil de l'Europe et suites à donner, le cas échéant.....	9
Point 11 de l'ordre du jour : Communication sur d'autres activités pertinentes au sein d'organisations internationales et d'ONG .....	9
Point 12 de l'ordre du jour : Informations sur les travaux pertinents d'autres secteurs et participation ultérieure.....	10
Point 13 de l'ordre du jour : Dates et lieux des réunions du CAHENF en 2018 .....	11
Point 14 de l'ordre du jour : Autres questions.....	11
Point 15 de l'ordre du jour : Adoption des décisions.....	11
Point 16 de l'ordre du jour : Clôture de la réunion .....	11
Annexe I – Ordre du jour final (CAHENF(2017)OJ2rev2).....	12
Annexe II – Liste des participants.....	17

## Introduction

1. Le Comité ad hoc pour les droits des enfants (ci-après « CAHENF » ou « le Comité ») a tenu sa troisième réunion à Strasbourg du 22 au 24 novembre 2017, sous la présidence de Mme Ina Verzivoli (Albanie). L'ordre du jour et le programme de travail, tels qu'adoptés, et la liste des participants figurent aux annexes I et II.

### **Point 1 de l'ordre du jour : Ouverture de la réunion par la Directrice générale de la démocratie**

2. La réunion est ouverte par Mme Snežana Samardžić-Marković, Directrice générale de la démocratie.

3. Mme Samardžić-Marković souligne les dernières avancées du Conseil de l'Europe, les réalisations du Comité, ainsi que l'importance de finaliser le projet de lignes directrices visant à faire respecter, protéger et réaliser les droits de l'enfant dans l'environnement numérique, ainsi que les normes en cours d'élaboration sur la tutelle et la détermination de l'âge. Elle présente les défis à relever, y compris compte tenu de la situation budgétaire du Conseil de l'Europe. En outre, elle insiste sur le rôle actif et central du CAHENF dans la supervision de la mise en œuvre de la Stratégie pour les droits de l'enfant (2016-2021) (ci-après « la Stratégie »), qui a été saluée par le Comité des Ministres. La Directrice générale expose le programme de travail du Comité pour 2018-2019, qui englobe l'évaluation de la Stratégie à mi-parcours et une conférence de haut niveau qui se tiendra en 2019. Elle invite le Comité à intensifier ses efforts en faveur d'une budgétisation qui tienne compte des enfants, à évaluer les impacts sur les enfants et à se pencher plus particulièrement sur la situation des enfants ayant des problèmes de santé mentale, des handicaps mentaux et des difficultés d'apprentissage. En conclusion, Mme Samardžić-Marković affirme que le Comité n'a pas seulement satisfait mais aussi surpassé les attentes relatives à sa mission qui consiste à respecter, protéger et promouvoir les droits de l'enfant.

### **Point 2 de l'ordre du jour : Adoption de l'ordre du jour et du programme de travail**

4. Le Comité **adopte** l'ordre du jour et le programme de travail, tels qu'ils figurent à l'annexe I.

### **Point 3 de l'ordre du jour : Adoption du rapport de la 2<sup>e</sup> réunion (29-31 mars 2017)**

5. Le Comité **adopte** le rapport de la deuxième réunion.

### **Point 4 de l'ordre du jour : Informations fournies par la Présidente et le Secrétariat**

6. Le Comité prend connaissance des changements récents qui ont eu lieu au sein de la Division des droits des enfants, notamment la nomination d'un nouveau membre du personnel et la mise à disposition d'un fonctionnaire détaché grec.

7. Le Comité **prend note des informations communiquées** par Mme Regína Jensdóttir, coordinatrice pour les droits de l'enfant, qui a fait le point sur la présentation du premier rapport de mise en œuvre de la Stratégie du Conseil de l'Europe sur les droits de l'enfant au Groupe de rapporteurs du Comité des Ministres sur les questions sociales et de santé (GR-SOC), rapport à présent publié<sup>1</sup>. Mme Jensdóttir souligne l'importance des actions accomplies dans le cadre de la Stratégie qui ancre les efforts du Conseil de l'Europe dans une perspective mondiale, notamment par rapport au Programme 2030 de l'ONU.

8. Le CAHENF **charge le Secrétariat** de mettre régulièrement à jour le plan d'action, en relevant les activités effectuées par les différents services et divisions.

9. Les membres du CAHENF sont informés qu'ils pourront consulter le mandat du Comité pour le nouvel exercice biennal lorsque le Comité des Ministres l'aura publié. Le mandat englobe des travaux portant sur des directives sur la détermination de l'âge et la tutelle, et l'examen de la mise en œuvre de la Recommandation du Comité des Ministres aux États membres sur les projets de vie en

---

<sup>1</sup> Voir le [premier rapport sur la mise en œuvre de la Stratégie du Conseil de l'Europe sur les droits de l'enfant \(2016-2021\)](#), daté d'octobre 2017.

faveur des mineurs migrants non accompagnés (CM/Rec(2007)9). Une conférence de haut niveau est prévue en 2019 pour faire le point sur les progrès réalisés mais aussi les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de la Stratégie.

## **Point 5 de l'ordre du jour : Domaine prioritaire 5 : Les droits de l'enfant dans l'environnement numérique**

### **5.1 Le CAHENF**

10. Le Comité **entend l'exposé** par le Secrétariat des progrès réalisés par le Groupe de rédaction d'experts spécialisés sur les enfants et l'environnement numérique (CAHENF-IT) dans la finalisation du Projet de recommandation CM/REC(2018)x en cours du Comité des Ministres aux États membres sur les lignes directrices visant à respecter, protéger et réaliser les droits de l'enfant dans l'environnement numérique. Il prend note du rapport de la troisième et dernière réunion du CAHENF-IT. Le groupe a examiné et révisé le texte en tenant compte des commentaires envoyés dans le cadre de la consultation par des États membres et observateurs, des parlementaires (par le biais de la Sous-Commission sur les enfants de l'Assemblée parlementaire (APCE)), d'autres commissions du Conseil de l'Europe, des organisations internationales, des organisations non gouvernementales internationales, des universités, des acteurs du secteur privé, et notamment des enfants.

11. Le CAHENF examine et approuve le projet de recommandation sur les lignes directrices visant à respecter, protéger et réaliser les droits de l'enfant dans l'environnement numérique, après de longs débats portant sur des questions diverses et des éclaircissements demandés par les États membres pendant la phase de consultation finale.

12. Les questions importantes débattues et les décisions prises englobent :

- s'accorder sur le **titre final** de l'instrument qui sera présenté au Comité des Ministres, à savoir « Lignes directrices visant à respecter, protéger et réaliser les droits de l'enfant dans l'environnement numérique » ;
- convenir qu'il serait opportun de recommander au Comité des Ministres d'examiner la mise en œuvre de la recommandation au plus tard dans les cinq ans, et plus régulièrement, si nécessaire ;
- la majorité des délégations **sont convenues** que le texte invoquant le droit à la non-discrimination devrait s'appuyer sur les motifs énoncés dans la Stratégie, telle qu'adoptée par le Comité des Ministres, mais aussi prendre en compte la proposition issue des consultations menées auprès d'enfants relative à l'« âge » ;
- s'accorder sur la nécessité d'indiquer dans le texte que les États doivent demander aux entreprises de s'acquitter de leur responsabilité en matière de respect des droits de l'enfant dans l'environnement numérique ;
- **prendre note** de l'**avis divergent de la Fédération de Russie** sur les références à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre dans le paragraphe relatif au principe de non-discrimination et dans le paragraphe exigeant des contenus et des services en ligne de haute qualité ;
- apporter plusieurs modifications substantielles à la **section relative à la protection de la vie privée et des données personnelles**, comme l'ont proposé des membres et les membres du Comité consultatif de la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (T-PD), afin de veiller à ce que le texte couvre les situations où le consentement parental est requis et à ce que les lignes directrices soient en ligne avec la Convention du Conseil de l'Europe déjà citée et la Convention modernisée et, le cas échéant, donnent de nouvelles orientations ;
- maintenir la **disposition interdisant le profilage des enfants**, calquée sur la définition énoncée dans la Recommandation CM/Rec(2010)13 du Comité des Ministres aux États

membres sur la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel dans le cadre du profilage ;

- faire en sorte que le texte tienne compte de la nécessité de **réduire la fracture numérique** en insérant une disposition spécifique visant à améliorer l'utilisation par les filles des technologies de l'information et de la communication, et à promouvoir l'égalité des chances et des résultats pour tous les enfants ;
- veiller à ce que le texte tel que formulé soit tenu à jour à mesure que les **nouvelles technologies** évolueront ;
- s'assurer que le processus de fixation des normes du Conseil de l'Europe applicable aux intermédiaires d'internet est conforme aux lignes directrices actuelles, tout en tenant compte de la nécessité de rappeler les rôles et obligations des entreprises pour veiller à ce que leurs réseaux et services ne soient pas détournés à des fins criminelles ou illicites et à ce qu'elles prennent des mesures appropriées à cet égard, et de l'importance de réfléchir au devoir des États de coopérer avec les entreprises pour lutter contre les contenus illégaux ;
- modifier certaines dispositions pour rendre le texte applicable dans tous les États membres, y compris les États fédéraux ;
- convenir de l'utilité de mettre en place un **outil de gestion des ressources** pour aider les acteurs concernés, en particulier les responsables de l'élaboration des politiques, à mettre en œuvre les lignes directrices visant à respecter, protéger et réaliser les droits de l'enfant dans l'environnement numérique. Le document doit également préciser que les références aux traités internationaux, quelles qu'elles soient, ne doivent pas être considérées comme engageant les États membres qui ont appuyé cette recommandation à mettre en œuvre lesdits traités, à moins qu'ils n'en soient signataires ou Parties, conformément au droit international.

13. Le Comité **remercie chaleureusement le professeur Sonia Livingstone, le professeur Eva Lievens et M. John Carr** en leur qualité d'experts indépendants du CAHENF pour l'importance de leur contribution et de leurs compétences qui ont énormément facilité ses travaux de préparation du texte. Il **salue** également l'excellent travail réalisé par les membres du CAHENF-IT, avec l'appui de consultants et du secrétariat ainsi que **Mme Ina Verzivoli** pour avoir efficacement assuré sa présidence et celle du CAHENF-IT, ce qui a permis au Comité d'accomplir la mission qui lui était confiée.

14. Le CAHENF **charge le Secrétariat** de vérifier la terminologie employée à des fins de cohérence, d'examiner dans le détail l'adéquation de la traduction française au texte anglais, et d'apporter les changements convenus au texte, avant de le transmettre au Comité des Ministres pour adoption.

15. Le CAHENF **accueille favorablement la proposition de l'Arménie** d'organiser une manifestation en 2018 qui ferait suite à l'adoption du texte par le Comité des Ministres.

## 5.2 Autres initiatives pertinentes

### *Compte rendu par le Secrétariat d'autres activités pertinentes du Conseil de l'Europe*

16. Le Comité **prend note** du deuxième cycle de suivi en cours du Comité de Lanzarote sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels facilités par les technologies de l'information et de la communication (TIC), qui englobera également un projet pilote intégrant la participation des enfants. Un rappel a été adressé aux membres du Comité de neuf États membres qui n'ont pas encore présenté leurs réponses au questionnaire. Il est noté que des organisations de la société civile ont la possibilité de commenter ces réponses jusqu'au 18 janvier 2018.

### *Outils*

17. Le Comité **prend note** des outils récemment publiés et des nouveaux projets mis en œuvre par la Division des droits des enfants à propos de ces droits dans l'environnement numérique, à savoir :

- des tutoriels<sup>2</sup> créés pour l'édition 2017 de la Journée européenne pour « La protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels facilités par les technologies de l'information et de la communication (TIC) » (18 novembre 2017) et de nombreuses activités organisées dans 16 pays ;
- une section en ligne relative aux abus sexuels sur les enfants, disponible sur le site web du Conseil de l'Europe intitulé *La chaîne des droits humains*<sup>3</sup> ;
- l'édition révisée de l'*Internet Literacy Handbook* (Manuel de maîtrise de l'internet), qui devrait être lancée lors d'une session express du Forum sur la gouvernance d'Internet (FGI, Genève, décembre 2017).
- le projet participatif « *Les droits des enfants handicapés dans l'environnement numérique* », coordonné par Laura Lundy (université de Queens, Belfast), qui devrait être achevé avant la fin de l'année 2018.

18. Le CAHENF **invite ses membres** à faire connaître ces outils et à les diffuser dans leur pays, en les rendant notamment disponibles dans leurs langues nationales.

### **Point 6 de l'ordre du jour : Priorités du CAHENF en 2018-2019 et programme de travail**

19. Le CAHENF **est convenu** d'un processus d'évaluation à **mi-parcours de la mise en œuvre de la Stratégie**, comme le propose la note conceptuelle présentée par le Secrétariat. Il indique que ce processus consistera à évaluer la mise en œuvre de la Stratégie par le Conseil de l'Europe et par les États membres, tout en exploitant – dans la mesure du possible – le processus d'élaboration de rapports détaillés, et s'accompagnera d'une conférence de haut niveau qui se tiendra au début de l'été 2019. Il souligne que la participation des enfants sera également envisagée, et que des détails restent à débattre à propos de la présentation de l'évaluation.

20. Le CAHENF **adopte son plan de travail pour le prochain exercice biennal**, en s'inspirant du nouveau mandat 2018-2019, notamment pour ce qui concerne la possibilité de tenir des échanges thématiques, comme cela a été proposé. Les domaines d'action prioritaires englobent :

- la préparation d'un outil de gestion des ressources destiné à aider les acteurs concernés, en particulier les responsables de l'élaboration des politiques, à mettre en œuvre les lignes directrices visant à respecter, protéger et réaliser les droits de l'enfant dans l'environnement numérique ;
- l'achèvement des travaux sur les normes relatives à la tutelle et à la détermination de l'âge, avec l'appui du Groupe de rédaction d'experts sur les droits de l'enfant et des garanties dans le contexte de la migration (CAHENF-Garanties) et le lancement d'un examen de la Recommandation du Comité des Ministres aux États membres sur les projets de vie en faveur des mineurs migrants non accompagnés (CM/Rec(2007)9) ;
- l'élaboration par le CAHENF de propositions d'actions visant à promouvoir et à mettre en œuvre les normes du Conseil de l'Europe pour combattre la violence à l'égard des enfants, en particulier les Lignes directrices sur les stratégies nationales de protection des enfants contre la violence, qui sera assurée avec le concours d'un nouveau groupe d'experts sur les réponses à la violence à l'égard des enfants (CAHENF-VAC). Les travaux réalisés dans ce domaine seront entrepris en étroite coopération et de façon coordonnée avec d'autres organes de suivi pertinents ayant présenté des constats spécifiques, notamment le Groupe d'experts sur la lutte contre la traite des êtres humains (GRETA), le Groupe d'experts sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (GREVIO), et le Comité des parties à la Convention sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels (Comité de Lanzarote) ;
- l'organisation de débats thématiques : sur la budgétisation adaptée aux enfants et l'évaluation des impacts sur les enfants (lors de sa 4<sup>e</sup> réunion), et sur la protection des enfants ayant des problèmes de santé mentale (lors de sa 5<sup>e</sup> réunion). Ces activités sont particulièrement saluées

<sup>2</sup> Voir la section Nos tutoriels à l'adresse <https://www.coe.int/en/web/children/2017-edition>

<sup>3</sup> Voir <https://www.coe.int/en/web/human-rights-channel/end-online-child-sex-abuse>

par les membres du CAHENF, et l'Autriche, la Belgique et Eurochild proposent de partager leurs connaissances sur ces thèmes.

21. Le CAHENF **charge** le Secrétariat d'établir le contact avec les États membres en vue de **nommer les experts** qui occuperont les trois sièges vacants du Groupe de rédaction d'experts sur les droits de l'enfant et des garanties dans le contexte de la migration (CAHENF-Garanties)<sup>4</sup>, et de lancer un appel à manifestation d'intérêt pour la nomination des experts auprès du nouveau Groupe d'experts sur les réponses à la violence à l'égard des enfants (CAHENF-VAC)<sup>5</sup>.

22. Le CAHENF **charge également le Bureau** de prendre toutes les décisions nécessaires entre les réunions pour assurer la mise en œuvre du programme de travail.

#### **Point 7 de l'ordre du jour : Discussions avec les États membres sur les nouveaux enjeux et l'évolution de la situation en matière de droits des enfants à l'échelle nationale**

23. Le CAHENF **note avec intérêt** les informations fournies oralement par l'Albanie, l'Andorre, l'Arménie, l'Autriche, l'Azerbaïdjan, la Belgique, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, la Croatie, Chypre, la République tchèque, le Danemark, l'Estonie, la Finlande, la France, l'Allemagne, la Grèce, la Hongrie, l'Islande, l'Irlande, l'Italie, la Lituanie, Malte, la République de Moldova, le Monténégro, les Pays-Bas, la Norvège, la Pologne, le Portugal, la Fédération de Russie, la Serbie, la Slovénie, la Suisse et l'Ukraine sur les nouveaux enjeux et l'évolution de la situation relative à l'application des droits de l'enfant.

24. Le CAHENF **invite les États membres** n'ayant pas encore complété le formulaire à le soumettre au Secrétariat afin que le document d'information sur le tour de table soit actualisé.

#### **Point 8 de l'ordre du jour : Domaine prioritaire 1 : Les droits de l'enfant et les garanties dans le contexte de la migration**

##### **8.1 Le CAHENF**

25. Le CAHENF prend note du **compte rendu** par le Secrétariat des progrès réalisés par le CAHENF-Garanties dans l'élaboration du projet de lignes directrices sur la tutelle depuis la dernière réunion. Il **invite les États membres** qui ne l'ont pas encore fait à envoyer leurs commentaires à propos de la deuxième version révisée du texte avant le 15 décembre 2017, afin qu'un texte révisé puisse être préparé pour la prochaine réunion du groupe de travail prévue les 1<sup>er</sup> et 2 février 2018. Le CAHENF **note** les travaux effectués relatifs à la préparation d'un exposé des motifs complétant les lignes directrices, qui fera également référence à des normes internationales pertinentes, à la jurisprudence et à certaines pratiques appliquées dans les États membres.

26. Le CAHENF **tient un échange** de vues sur le projet de recommandation du Comité des Ministres sur la tutelle des enfants privés de protection parentale dans le contexte de la migration. Les Membres ont souligné la difficulté de s'accorder sur les définitions opérationnelles des termes « tuteur » et « autorité de tutelle », qui prennent en compte les différents systèmes et délégations existants.

27. Le CAHENF **a pris note** de la publication du rapport final intitulé « Détermination de l'âge : Politiques, procédures et pratiques des États membres du Conseil de l'Europe respectueuses des droits de l'enfant dans le contexte de la migration »<sup>6</sup> et **invite les experts à le diffuser**, le cas échéant, aux praticiens et professionnels concernés. Ce rapport constitue un instrument utile à l'élaboration de normes relatives à la détermination de l'âge, car il illustre bien la diversité des pratiques existantes dans les États membres.

28. Le CAHENF **tient un échange de vues** sur le canevas préliminaire portant sur le champ d'application et la nature des normes proposées par le Conseil de l'Europe dans le domaine de la détermination de l'âge et **reporte la date butoir pour les commentaires** au 15 décembre 2017. Le

<sup>4</sup> Voir <https://rm.coe.int/cahenf-safeguards-description-fr/1680725335>

<sup>5</sup> Voir <https://rm.coe.int/groupe-d-experts-sur-les-reponses-a-la-violence-a-l-egard-des-enfants-/168076c8f9>

<sup>6</sup> Voir [Détermination de l'âge : Politiques, procédures et pratiques des États membres du Conseil de l'Europe respectueuses des droits de l'enfant dans le contexte de la migration](#)

canevas préliminaire esquisse les principaux éléments d'un instrument futur possible, tels que les principes, les cadres juridiques et techniques, les garanties procédurales et les recours. Une première version du projet de texte sera rédigée avant la prochaine réunion du CAHENF-Garanties prévue en février 2018, en tenant compte de la nécessité de respecter les droits humains des personnes faisant l'objet de ces estimations et de la nécessité de remédier aux problèmes et aux limites des méthodes et des procédures de détermination de l'âge. Il est indiqué que plusieurs affaires sont pendantes devant la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) concernant l'absence de garanties procédurales relatives à la détermination de l'âge. Ces affaires seront prises en considération dans les travaux du Comité. En outre, Défense des enfants International (DEI) fait observer que le Comité des droits de l'enfant (CRC) a reçu plusieurs plaintes individuelles en la matière, qui doivent être prises en compte par le CAHENF.

29. Le CAHENF **approuve** les modalités et les processus figurant dans la feuille de route de CAHENF-Garanties actualisée.

## 8.2 Autres initiatives pertinentes

### *Plan d'action du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants migrants et réfugiés*

30. Le Comité **prend acte avec intérêt** des informations fournies par M. Tomáš Boček, Représentant spécial du Secrétaire Général sur les migrations et les réfugiés, sur ses activités récentes, notamment des missions d'information conduites en Serbie, en Hongrie (juin 2017) et en Bulgarie (novembre 2017), ainsi que d'autres actions du Conseil de l'Europe visant à protéger les enfants migrants et réfugiés. M. Boček souligne l'importance d'intégrer les travaux du Conseil de l'Europe dans le Pacte mondial des Nations Unies sur les réfugiés et le Pacte mondial des Nations Unies sur les migrations, et se félicite de la coopération avec le CAHENF dans le cadre du plan d'action et dans d'autres domaines. Le CAHENF **fait part de** son intérêt à poursuivre ce dialogue à intervalles réguliers.

31. Le CAHENF **entend le compte rendu** du Secrétariat sur le projet relatif aux informations liées aux migrations et adaptées aux enfants et des projets de vie pour les enfants non accompagnés (2017-2019) dans les États sélectionnés (2017-2019), mis en œuvre dans le cadre des actions prioritaires du Plan d'action sur la protection des enfants migrants et réfugiés. La Division des droits des enfants demande que des informations adaptées aux enfants soient recueillies<sup>7</sup> dans le contexte des migrations **avant le 20 décembre 2017**. Un manuel sur les informations adaptées aux enfants, notamment des exemples de bonnes pratiques, sera élaboré en 2018.

32. Le Comité **prend note** de l'appel aux États à manifester leur intérêt à piloter et à contribuer à la mise en œuvre du projet portant sur les informations liées aux migrations et adaptées aux enfants et des projets de vie pour les enfants non accompagnés (2017-2019).

### *Action normative et stratégique*

33. Le Comité **prend note** de la participation de ses représentants et de ceux de la Division des droits des enfants dans les travaux normatifs de l'Organisation.

34. Mme Maria-Andriani Kostopoulou (Grèce) fait savoir au Comité qu'elle participe aux travaux du Comité d'experts sur la rétention administrative des migrants (CJ-DAM), organisés sous l'autorité du Comité européen de coopération juridique (CDCJ), qui prépare un instrument de codification sur les règles européennes relatives à la rétention administrative des migrants. Elle fait observer que le texte comprend des dispositions spécifiques sur les enfants et invite les délégués à examiner les documents de travail disponibles ainsi que l'avis d'experts indépendants sur le projet de texte actuel, qui sera présenté lors de la prochaine réunion du CJ-DAM. Les membres sont encouragés à entretenir le dialogue avec leurs représentants respectifs auprès du CJ-DAM et du CDCJ. Défense des enfants International (DEI) insiste sur le caractère stimulant des discussions tenues au sein du

---

<sup>7</sup> Voir <https://www.coe.int/fr/web/children/-/council-of-europe-call-for-contributions-child-friendly-information?inheritRedirect=true&redirect=%2Ffr%2Fweb%2Fchildren>



CJ-DAM et sur la nécessité d'engager une nouvelle phase de consultation avec les ONG. Le représentant du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) souligne l'existence de normes divergentes, et la nécessité de privilégier les normes de protection les plus strictes.

35. Le représentant de l'Association internationale des magistrats de la jeunesse et de la famille rend compte aux membres du Comité de la réunion récente tenue le 28 octobre 2017 à La Haye intitulée "Le traitement ordinaire, les expériences innovantes et les bonnes pratiques concernant les mineurs privés de liberté avant et après le jugement pénal".

#### *Dimension parlementaire*

36. Le CAHENF **prend note** de la campagne menée par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) pour mettre fin à la rétention d'enfants migrants, et des activités mises en œuvre conjointement avec la Division des droits des enfants sur la question des migrants. Mme Olga Kostenko, secrétaire de la Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées de l'APCE, fait connaître au Comité deux ouvrages qui ont été publiés en octobre 2017 : l'« Étude sur les pratiques de rétention des migrants et les alternatives à la rétention d'enfants migrants » et un guide à l'intention des parlementaires intitulé « Visiter les lieux où des enfants sont privés de liberté à la suite de procédures d'immigration ». Ce guide est utilisé dans le cadre de formations destinées aux médiateurs et aux parlementaires. Mme Kostenko indique également que le 24 novembre 2017, l'APCE a adopté la [Recommandation 2117 \(2017\)](#) et la Résolution 2195 (2017) portant sur une détermination de l'âge adaptée aux enfants pour les enfants migrants non accompagnés.

#### **Point 9 de l'ordre du jour : Élection du/de la président(e), du/de la vice-président(e) et du bureau**

37. Le Comité procède à l'élection du/de la président(e), du/de la vice-président(e) et de membres du Bureau. Le CAHENF **élit** Mme Maria-Andriani Kostopoulou (Grèce) comme présidente, Mme Satu Sistonen (Finlande) comme vice-présidente, et M. Eduard Israyelyan (Arménie), Mme Christel de Craim (Belgique) et Mme Leda Koursoumba (Chypre) comme membres du bureau.

38. Le CAHENF **remercie chaleureusement** la présidente, le vice-président et les membres du Bureau pour leurs travaux réalisés au cours de la période 2016-2017.

#### **Point 10 de l'ordre du jour : Information sur d'autres activités et rapports pertinents du Conseil de l'Europe et suites à donner, le cas échéant**

39. Le CAHENF **prend note avec intérêt** des activités de la Sous-Commission sur les enfants (Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable). M. Jean-Pierre Grin, membre de la Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable ainsi que de la sous-commission sur les enfants, souligne l'importance des lignes directrices élaborées par le CAHENF pour les membres de l'APCE, qui les promouvront auprès de leurs parlements et gouvernements respectifs. Il mentionne également un séminaire sur la santé mentale et l'adaptation de la justice aux enfants, organisé par le Parlement britannique en coopération avec l'APCE (Londres, 6 et 7 novembre 2017), dont le rapport final sera publié en janvier 2018.

40. Le CAHENF **prend note** des derniers développements par rapport à la mise en œuvre de l'outil d'évaluation du Conseil de l'Europe sur la participation des enfants, et de l'appel à manifester l'intérêt à participer aux futures activités en la matière. Le Secrétariat fait le point sur les derniers développements relatifs à la participation des enfants et informe les membres qu'une conférence est provisoirement prévue pour 2018, afin d'évaluer les résultats accomplis à ce jour et l'efficacité de l'outil d'évaluation de la participation des enfants.

#### **Point 11 de l'ordre du jour : Communication sur d'autres activités pertinentes au sein d'organisations internationales et d'ONG**

41. Le CAHENF **prend note avec intérêt** des informations fournies par d'autres organisations internationales et ONG sur des initiatives pertinentes et des projets de coopération en cours.

42. La représentante de la **Plateforme européenne de cohésion sociale** fait état au Comité d'un rapport de l'étude « *Make social cohesion work: Challenges and Practices* », qui devrait être

disponible en décembre 2017. La future coopération avec le CAHENF mettra l'accent sur les meilleures pratiques et des approches innovantes des droits et du bien-être des enfants.

43. Le représentant de **SOS Villages d'enfants** informe le Comité du lancement de l'outil de suivi des progrès, qui mesure l'état d'avancement de la mise en œuvre des Lignes directrices de l'ONU relatives à la protection de remplacement pour les enfants. Un guide de formation destiné aux professionnels sur le processus de transition des enfants en prise en charge alternative a également été élaboré et prend en compte des questions spécifiques relatives aux enfants migrants. L'appui du CAHENF serait particulièrement apprécié dans ce contexte. Le représentant de SOS Villages d'enfants souligne en outre l'importance de former les professionnels qui travaillent avec des enfants et la nécessité de donner des orientations supplémentaires aux États membres pour veiller à la mise en place de telles formations.

44. La représentante d'**Eurochild** présente les résultats préliminaires du projet *Childonomics*, qui vise à mesurer la valeur sociale et économique à long terme de l'investissement dans l'enfance. Eurochild a également créé son premier Conseil des enfants en 2017, qui regroupe 12 enfants provenant de différents pays européens. Ils contribueront aux activités de mobilisation et à la planification stratégique d'Eurochild. Dans le même temps, des forums nationaux d'Eurochild sont mis à l'essai dans trois pays européens, pour permettre à des enfants issus de différents milieux, y compris des enfants défavorisés, de participer à des discussions sur des questions européennes.

45. Le représentant de **Défense des enfants International (DEI)** rappelle au CAHENF l'étude mondiale des Nations Unies sur les enfants privés de liberté. Les membres du Comité sont encouragés à veiller à ce que leurs gouvernements déploient les efforts nécessaires eu égard au questionnaire qui sera envoyé à tous les États membres de l'ONU dans ce contexte. DEI incite également les membres du Comité à faire en sorte que le guide pratique sur la surveillance des lieux où les enfants sont privés de liberté soit traduit dans leurs langues nationales. Le CAHENF prend aussi connaissance du projet « Mon avocat, mes droits », dans le cadre duquel deux manuels ont été élaborés à propos de la situation ou du rôle des avocats pour les enfants.

46. Le représentant de l'**Association internationale des magistrats de la jeunesse et de la famille** mentionne le Congrès mondial à venir sur la justice pour enfants « Renforcer les systèmes de justice pour enfants : défis, y compris ceux liés au désengagement de l'extrémisme violent » qui se tiendra au siège de l'UNESCO (Paris, mai 2018). Ce congrès comprendra un atelier sur la privation de liberté des mineurs.

#### **Point 12 de l'ordre du jour : Informations sur les travaux pertinents d'autres secteurs et participation ultérieure**

47. Le CAHENF **prend note** du calendrier des événements pour 2018 et des contributions nécessaires de ses membres dans ce contexte. Il indique quels membres seront chargés de le représenter pour ces événements et de rendre compte des résultats atteints et des questions pertinentes pour son travail.

48. Le CAHENF **prend note** des exposés oraux livrés par ses représentants à la suite de leur participation, et notamment du besoin d'assurer une contribution continue et un suivi dans plusieurs domaines.

49. Le CAHENF est informé de la participation de Mme Ina Verzivoli à la conférence organisée en octobre 2017 pour marquer le vingtième anniversaire de la Convention sur les droits de l'homme et de la biomédecine (Convention d'Oviedo), qui comprenait un volet distinct sur les droits des enfants et sur l'incidence que la technologie peut avoir sur eux. L'évolution de la biomédecine pose de nombreux défis relatifs aux droits de l'enfant qui nécessiteront des discussions approfondies. Mme Verzivoli recommande qu'au moins une session soit consacrée à ce thème lors d'une future réunion du CAHENF.

50. Une formation en ligne du programme HELP sur une justice adaptée aux enfants et sur les droits des enfants a été lancée en novembre 2017<sup>8</sup> et doit être présentée comme une formation

---

<sup>8</sup>La formation est disponible sur la [plateforme d'apprentissage en ligne du programme HELP](#), après création d'un compte. Le résumé de la formation peut être téléchargé [ici](#).

professionnelle. Les membres du CAHENF sont encouragés à distribuer et à mettre en œuvre cet outil au niveau national. Le Comité prend connaissance d'une nouvelle formation en ligne du programme HELP sur le droit de la famille et l'intérêt supérieur de l'enfant, qui sera disponible à compter de janvier 2018.

51. D'autres comptes rendus portent sur l'adoption par le Comité des Ministres en septembre 2017 d'une déclaration sur les mutilations génitales féminines et le mariage forcé, et un Guide des bonnes pratiques, faisant suite aux travaux du Comité directeur pour les droits de l'homme (CDDH) et aux travaux en cours du Conseil de coopération pénologique (PC-CP) pour élaborer un projet de recommandation concernant les enfants de parents incarcérés.

#### **Point 13 de l'ordre du jour : Dates et lieux des réunions du CAHENF en 2018**

52. Le CAHENF décide que ses prochaines réunions se tiendront aux dates suivantes :

- **4<sup>e</sup> réunion** : du 21 au 23 mars 2018
- **5<sup>e</sup> réunion** : du 16 au 18 octobre 2018.

#### **Point 14 de l'ordre du jour : Autres questions**

53. Le CAHENF **prend acte avec satisfaction** des récentes contributions volontaires de la Principauté d'Andorre, du Luxembourg et de la Slovénie en faveur du Programme « Construire une Europe pour et avec les enfants » ainsi que du soutien apporté par la Grèce et la Hongrie au travers du détachement de deux agents au secrétariat de la Division des droits de l'enfant.

54. Il **prend également acte du souhait manifesté** par les deux rapporteurs sur l'égalité entre les femmes et les hommes de poursuivre leur action.

#### **Point 15 de l'ordre du jour : Adoption des décisions**

55. Le CAHENF adopte la [liste des décisions](#).

#### **Point 16 de l'ordre du jour : Clôture de la réunion**

56. Mme Regína Jensdóttir remercie Mme Ina Verzivoli, présidente sortante du CAHENF, pour son engagement, ses connaissances et ses compétences en matière de droits de l'enfant et exprime le souhait d'une future coopération. Elle remercie également les membres du Secrétariat ainsi que les interprètes pour leur travail.

## Annexe I – Ordre du jour final (CAHENF(2017)OJ2rev2)

Mercredi 22 novembre 2017 (9h00 – 18h30)	
1. Ouverture de la réunion - Allocution de bienvenue de Mme Snežana Samardžić-Marković, Directrice Générale de la Démocratie	
2. Adoption de l'ordre du jour et de l'ordre des travaux - Projet d'ordre du jour et d'ordre des travaux - Projet d'ordre du jour annoté et d'ordre des travaux	CAHENF(2017)OJ2 CAHENF(2017)OJA2
3. Adoption du rapport de la deuxième réunion - Projet de rapport de la 2 <sup>e</sup> réunion – <i>pour approbation</i>	CAHENF(2017)PV1
4. Informations communiquées par la présidente et le secrétariat - Premier rapport de mise en œuvre et plan d'action de la Stratégie du Conseil de l'Europe pour les droits de l'enfant - Mandat du CAHENF (2018-2019) - Informations sur l'élection du/de la président(e), du/de la vice-président(e) et du Bureau	<a href="#">CM(2017)114final Action Plan</a> CM restreint <sup>9</sup> CAHENF(2017)09
5. Domaine prioritaire n° 5 : Les droits des enfants dans l'environnement numérique	
5.1. CAHENF - Point sur le travail accompli par le CAHENF - IT - Projet de Recommandation du Comité des Ministres aux États membres sur des lignes directrices relatives au respect, à la protection et à la réalisation des droits des enfants dans l'environnement numérique – <i>pour approbation</i> ➤ Rapport « Ce monde est le nôtre : l'avis des enfants sur la protection de leurs droits dans l'environnement numérique » ➤ Bilan des consultations finales sur le projet de Recommandation : document du secrétariat sur les questions en suspens	CAHENF-IT(2017)PV3 CAHENF-IT(2017)9rev1  CAHENF(2017)10

<sup>9</sup> Les mandats des comités intergouvernementaux du Conseil de l'Europe sont examinés et adoptés par le Comité des Ministres. Les documents sont restreints jusqu'à leur examen par le Comité des Ministres, et sont rendus publics après examen du point concerné par le Comité des Ministres. L'examen du mandat du CAHENF est prévu en novembre 2017 ; il sera distribué au CAHENF après son adoption par le Comité des Ministres.

Jeudi 23 novembre 2017 (9h00 – 18h00)

5. Domaine prioritaire n° 5 : Les droits des enfants dans l'environnement numérique (suite)

- Projet de Recommandation du Comité des Ministres aux États membres sur des lignes directrices visant à respecter, protéger et réaliser les droits des enfants dans l'environnement numérique – *pour approbation*

5.2. Autres initiatives pertinentes

*Point par le Secrétariat sur les autres activités pertinentes du Conseil de l'Europe*

- Comité de Lanzarote : [2<sup>e</sup> cycle de suivi sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels facilités par les TIC.](#)
- Coopération entre le Conseil de l'Europe et les sociétés de l'internet

*Outils*

- 18 novembre : Journée européenne pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels facilités par les technologies de l'information et de la communication (TIC) – Tutoriels thématiques.
- Manuel de maîtrise de l'internet, édition révisée (Forum de la Gouvernance de l'Internet, décembre 2017)
- Projet « Droits des enfants handicapés et environnement numérique »

[Édition 2017](#)

[TC-INF\(2017\)3-final](#)

CAHENF(2017)INF1

6. Priorités du CAHENF en 2018-2019 et programme de travail

- Exécution de la stratégie : processus pour le bilan d'étape de la mise en œuvre de la stratégie – *pour approbation*
- Proposition de programme de travail pour 2018-2019 – *pour approbation*

CAHENF(2017)11

CAHENF(2017)12

7. Discussions avec les États membres sur les développements et défis récents en matière de droits des enfants au niveau national

- Recueil des réponses

CAHENF(2017)08

8. Domaine prioritaire n° 1 : Les droits de l'enfant et les garanties dans le contexte de la migration

8.1. CAHENF

- Point sur le travail accompli par le CAHENF – Garanties
- Échange de vues sur la première version du projet de recommandation du Comité des Ministres sur la tutelle des enfants privés de protection parentale dans le contexte de la migration

CAHENF-Garanties(2017)PV2

CAHENF-Garanties(2017)7rev

- Rapport sur les politiques, procédures et pratiques de détermination de l'âge des États membres dans le contexte de la migration qui sont respectueuses des droits de l'enfant	
- Canevas préliminaire portant sur le champ d'application et la nature des normes proposées par le Conseil de l'Europe dans le domaine de la détermination de l'âge	CAHENF-Garanties (2017)10rev1
- Feuille de route actualisée pour la finalisation des propositions de normes sur la détermination de l'âge et sur la tutelle – <i>pour approbation</i>	CAHENF-Garanties (2017)3rev3

18h30 Concert des [Virtuosos](#) suivi d'une réception et d'un buffet organisés par la Représentation permanente de la Hongrie auprès du Conseil de l'Europe (Foyer du Comité des Ministres, Palais de l'Europe)

Vendredi 24 novembre 2017 (9h00 – 13h00)

9. Élection du/de la président(e), du/de la vice-président(e) et du bureau	CAHENF(2017)09
8 Domaine prioritaire : Les droits de l'enfant et les garanties dans le contexte de la migration (suite de la veille, si nécessaire)	
8.2. Autres initiatives pertinentes <i>Plan d'action du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants migrants et réfugiés</i>	
- Etat des lieux effectué par le Bureau du Représentant spécial sur les migrations et les réfugiés	
- Point de la Division des droits des enfants : projet portant sur les informations liées aux migrations et adaptées aux enfants et projets de vie pour les enfants non accompagnés (2017-2019)	
<i>Action normative et stratégique</i>	
- Participation aux travaux du CJ-DAM et préparation du 1er projet d'instrument de codification des règles européennes relatives aux conditions de rétention administrative des migrants	Avis d'experts
- Élaboration de Lignes directrices pour l'accompagnement des jeunes réfugiés en transition vers l'âge adulte par le Conseil mixte pour la jeunesse	
- Participation aux travaux du CDDH	
<i>Suivi</i>	
- Point sur le travail entrepris par le Comité de Lanzarote : visite en Hongrie, suivi du rapport spécial sur la protection des enfants touchés par la crise des réfugiés de l'exploitation et des abus sexuels	<a href="#">T - ES(2016)17</a>
- Point sur le travail entrepris par le Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains	<a href="#">Fiche thématique sur la</a>

<p>ou dégradants (CPT)</p> <p><i>Dimension parlementaire</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Campagne visant à mettre fin au placement des enfants migrants en rétention</li> <li>- Guide à l'intention des parlementaires sur <a href="#">« La visite de lieux où les enfants sont privés de liberté à la suite de procédures d'immigration »</a></li> </ul>	<p><a href="#">rétention des migrants</a></p>
<p>10. Information sur d'autres activités et rapports pertinents du Conseil de l'Europe et suites à donner, le cas échéant</p>	
<p><i>Assemblée parlementaire</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Activités de la Sous-commission sur les enfants, Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable</li> <li>- « La protection des droits des parents et des enfants appartenant à des minorités religieuses » :</li> <li>- Recommandation 2101 (2017)</li> <li>- Résolution 2163(2017)</li> <li>- Avis du CAHENF sur la Recommandation 2101(2017)</li> <li>- Réponse à Recommandation 2101(2017) du Comité des Ministres</li> <li>- Promouvoir les droits humains et éliminer les discriminations à l'égard des personnes intersexes</li> </ul>	<p><a href="#">Recommandation 2101 (2017)</a></p> <p><a href="#">Résolution 2163 (2017)</a></p> <p>CAHENF(2017)06</p> <p><a href="#">CM/AS(2017)Rec2101-final</a></p> <p><a href="#">Recommandation 2116(2017)</a></p> <p><a href="#">Résolution 2191(2017)</a></p>
<p><i>Informations sur des projets de coopération en cours relatifs aux droits de l'enfants</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Module de formation HELP sur un système de justice adapté aux enfants</li> <li>- État de la mise en œuvre de l'outil d'évaluation du Conseil de l'Europe de la participation des enfants (Bulgarie, Italie, Lettonie)</li> <li>- Prévenir et combattre la violence contre les enfants : Ukraine, Géorgie</li> <li>- Présentation de la campagne « Heart for sport » (<i>Un élan commun pour le sport</i>, titre provisoire) lancée par l'Accord partiel élargi sur le sport (APES)</li> </ul>	
<p>11. Communication sur d'autres activités pertinentes au sein d'organisations internationales et d'ONG</p>	

12. Informations sur les travaux pertinents d'autres secteurs et participation ultérieure	
- Calendrier des événements	CAHENF(2017)5rev1
- Participation de représentants du CAHENF à d'autres événements	CAHENF(2017)7
13. Dates et lieu de la 4e et 5e réunion du CAHENF en 2018	
14. Autres questions	
15. Adoption des décisions	CAHENF(2017)LD2
16. Clôture de la réunion à 13h00	



## **Annexe II – Liste des participants**

### **MEMBERS / MEMBRES**

#### **ALBANIA/ALBANIE**

Ms Ina Verzivolli  
Director of the State Agency on Child Protection  
Ministry of Social Welfare and Youth

#### **ANDORRA/ANDORRE**

Mr Jordi Olive Cadena  
Head of the Department of Children and Adolescents  
Ministry of Social Affairs, Justice and Interior

#### **ARMENIA/ARMÉNIE**

Mr Hrachya Palyan  
Deputy Human Rights Defender

*Apologised / excusé*

Mr Eduard Israyelyan  
Head of the Child Rights Protection Unit of the RA Human Rights Defender's Office

Mr Zorhap Yeganyan  
Adviser to Defender on Cooperation with Media of the RA Human Rights Defender's Office

*Apologised / excusé*

#### **AUSTRIA/AUTRICHE**

Mr Ewald Filler  
Ombudsman for Children and Youth  
Federal Ministry of Family and Youth  
Vienna

#### **AZERBAIJAN/AZERBAÏDJAN**

Ms Jeyran Arif Rahmatullayeva  
Head of Staff  
State Committee on Family, Women and Children Affairs of Azerbaijan Republic (SCFWCA)

#### **BELGIUM/BELGIQUE**

Ms Christel de Craim  
Attaché  
Service for criminal policy-juvenile affairs  
Federal Government - Ministry of Justice

*Apologised / excusée*

Mr Joost van Haelst  
Policy Advisor Children's Rights  
Division for Youth - Department for Culture, Youth and Media  
Flemish Government

#### **BOSNIA AND HERZEGOVINA/ BOSNIE ET HERZÉGOVINE**

Mr Elmedin Muratbegović  
Associate Professor, Faculty of Criminal Justice, Criminology and Security Studies  
University of Sarajevo

## **BULGARIA/BULGARIE**

Ms Ofeliya Kaneva  
Chairperson  
State Agency for Child Protection

*Apologised / excusée*

Ms Radiona Nikova  
State Expert  
Policies and Programmes for the Child  
Strategic Development and Co-ordination Directorate  
State Agency for Child Protection

## **CROATIA/CROATIE**

Ms Margareta Mađerić  
State Secretary  
Ministry of Demography, Family, Youth and Social Policy

## **CYPRUS/CHYPRE**

Ms Leda Koursoumba  
Commissioner for the Protection of Children's Rights

## **CZECH REPUBLIC/RÉPUBLIQUE TCHÈQUE**

Ms Petra Kalenská  
Human Rights and Protection of Minorities Department  
Office of the Government of the Czech Republic

## **DENMARK/DANEMARK**

Ms Anne Martha Malmgren-Hansen  
Head of Section  
Legal and International  
Ministry for Children and Social Affairs

## **ESTONIA/ESTONIE**

Ms Elise Nikonov  
Chief Specialist  
Department of Children and Families  
Ministry of Social Affairs

*Apologised / excusée*

Ms Ann Lind-Liiberg  
Adviser  
Department of Children and Families  
Ministry of Social Affairs

## **FINLAND/FINLANDE**

Ms Annika Juurikko (Head of Delegation)  
Senior Officer  
Ministry of Social Affairs and Health

*Apologised / excusée*

Ms Satu Sistonen  
Legal Officer  
Unit for Human Rights Courts and Conventions  
Legal Service  
Ministry for Foreign Affairs

Ms Tarja Kahiluoto  
Special Government Advisor  
Ministry of Education and Culture

*Apologised / excusée*

### **FRANCE**

Mr Alexis Rinckenbach  
Chef du Bureau des affaires européennes et internationales de la Direction Générale de la Cohésion sociale  
Ministère des Affaires Sociales et de la Santé  
Ministère des solidarités et de la santé

*Apologised / excusé*

Ms Alexia Lozano  
chargée de mission  
Bureau des affaires européennes et internationales  
Direction générale de la cohésion sociale  
Ministère des solidarités et de la santé

### **GEORGIA/GÉORGIE**

Ms Maka Peradze  
Head of Project Management Division  
International Relations Department  
Ministry of Internal Affairs

*Apologised / excusée*

Ms Tamari Mtchedlidze  
Chief Specialist  
International Treaties Unit  
International Relations Department  
Ministry of Internal Affairs

*Apologised / excusée*

### **GERMANY/ALLEMAGNE**

Ms Fligge-Hoffjann  
Head of Division 514 "Rights of the Child, Child Protection"  
Federal Ministry for Family Affairs, Senior Citizens, Women and Youth

Mr Stefan Haddick  
Head of Division 503 - Youth and Media, Youth Protection Act  
Federal Ministry for Family Affairs, Senior Citizens, Women and Youth

Mr Jonas Kohl  
Unit 514 "Rights of the Child, Child Protection"  
Federal Ministry for Family Affairs, Senior Citizens, Women and Youth

*Apologised / excusé*

### **GREECE/GRÈCE**

Ms Panagiota Margaroni  
Ministry of Labour, Social Security and Social Solidarity

Ms Maria-Andriani Kostopoulou  
Attorney at Law  
Supreme Court of Greece

## **HUNGARY/HONGRIE**

Mr Árpád Mészáros J.D.  
Head of Department  
Ministry of Human Capacities  
Department for EU Affairs and International Organisations

## **ICELAND/ISLANDE**

Ms Gudridur Bolladottir  
Legal Advisor  
Ministry of Welfare

## **IRELAND/IRLANDE**

Ms Lara Hynes  
Principal Officer  
Family Functioning and Children's Rights Policy Unit  
Department of Children and Youth Affairs

## **ITALY/ITALIE**

Ms Ester di Napoli  
Research Fellow of International Law, Ferrara University  
Representative of Ms Filomena Albano, Ombudsperson for the Rights of Children of Italy

Ms Cristiana Carletti  
Professeur agrégée à l'Université de Roma Tre  
experte sur les droits de l'homme et consultante au Comité interministériel sur les droits de l'homme

Mr Alfredo Ferrante  
Département pour les politiques familiales  
Présidence du Conseil des Ministres

## **LATVIA/LETONIE**

Ms Līga Āboliņa  
Director of Children and Family Policy Department  
Ministry of Welfare

*Apologised / excusée*

Mr Lauris Neikens  
Senior Expert of Children and Family Policy Department  
Ministry of Welfare

*Apologised / excusé*

## **LIECHTENSTEIN**

## **LITHUANIA/LITUANIE**

Ms Dainora Bernackienė  
Head of the Children Division  
Family and Communities Department  
Ministry of Social Security and Labour

## **LUXEMBOURG**

## **MALTA/MALTE**

Ms Carmen Buttigieg  
Director  
Department for Social Welfare Standards

## **REPUBLIC OF MOLDOVA/REPUBLIQUE DE MOLDOVA**

Mr Corneliu Tarus,  
Deputy Head, Directorate for Family Protection and the Rights of the Child Policies  
Ministry of Labour, Social Protection and Family

## **MONACO**

Ms Corinne Magail  
Chargée de mission  
Direction des Affaires Internationales  
Ministère d'Etat

*Apologised / excusée*

## **MONTENEGRO**

Ms Blanka Radošević-Marović  
General Director of Directorate for Improvement and Protection for Human Rights and Freedom  
Ministry of Human and Minority Rights

## **NETHERLANDS/PAYS-BAS**

Ms Jolande Calkoen-Nauta  
Juvenile Judge  
District court of Zeeland West-Brabant

## **NORWAY/NORVEGE**

Ms Elise Skarsaune  
Senior Adviser  
Section for Violence  
Department of Upbringing  
Norwegian Directorate for Children, Youth and Family Affairs

Ms Bente Therese Bekkhus  
Senior Adviser  
Central Authority for the Hague Convention of 1996  
Norwegian Directorate for Children, Youth and Family Affairs

## **POLAND/POLOGNE**

Ms Klara Wigier  
Chief Specialist  
Ministry of Family, Labour and Social Policy

Ms Katarzyna Napiórkowska  
Head of Family Support, Foster Care and Adoption Unit  
Family Policy Department  
Ministry of Family, Labour and Social Policy

*Apologised / excusé*

## **PORTUGAL**

Mme Odete Severino  
Directrice du Service des Relations Internationales et de la Coopération  
Cabinet de la Stratégie et de la Planification  
Ministère du Travail, de la Solidarité et de la Sécurité Sociale

## **ROMANIA/ROUMANIE**

Ms Gabriela Coman  
President of the National Authority for the Protection of  
the Rights of the Child and Adoption

## **RUSSIAN FEDERATION/FEDERATION DE RUSSIE**

Ms Olga Opanasenko  
Expert  
Ministry of Foreign Affairs

## **SAN MARINO/SAINT-MARIN**

## **SERBIA/SERBIE**

Ms Ivana Banković  
Senior Advisor  
Ministry of Labour, Employment, Veteran and Social Affairs  
Department for International Relations, European Integration and Project Management

## **SLOVAK REPUBLIC/REPUBLIQUE SLOVAQUE**

Ms Janka Divincova  
Director of Joint Secretariat of Committees  
Ministry of Labour, Social Affairs and Family

*Apologised / excusée*

## **SLOVENIA/SLOVENIE**

Mr Andrej Del Fabro  
Director General  
Directorate for Family  
Ministry of Labour, Family, Social Affairs and Equal Opportunities

Ms Ružica Boškić  
Secretary  
Analysis, Development and European Affairs Coordination Service  
Ministry of Labour, Family, Social Affairs and Equal Opportunities

## **SPAIN/ESPAGNE**

## **SWEDEN/SUEDE**

Mr Christopher Carlson  
Division for Family and Social Services  
Coordination on the Rights of the Child  
Ministry of Health and Social Affairs

*Apologised / excusé*

## **SWITZERLAND/SUISSE**

M. Jean-Marie Bouverat  
Affaires internationales  
Secteur Organisations internationales  
Office fédéral des assurances sociales

## **«THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA» / «L'EX-REPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACEDOINE»**

## **TURKEY/TURQUIE**

## **UKRAINE/UKRAINE**

Mr Kyrlo Dombrovskyi  
Deputy Director of the Department for Protection of Children's  
Rights and Adoption  
Head of the Division for Interstate Adoption  
Ministry of Social Policy

## **UNITED KINGDOM/ROYAUME-UNI**

\*\*\*\*

## **PARTICIPANTS**

### **Parliamentary Assembly of the Council of Europe / Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe**

Mr Jean-Pierre Grin  
Member of the Committee on Social Affairs, Health and Sustainable Development  
and its Sub-Committee on Children  
Switzerland

### **Committees or other bodies of the Council of Europe engaged in related work / Comités ou autres organes du Conseil de l'Europe engagés dans des travaux similaires**

#### ***European Commission for the Efficiency of Justice (CEPEJ) / Commission européenne pour l'efficacité de la justice***

Apologised / excusée

#### ***Ad hoc Committee of Experts on Roma and Traveller Issues (CAHROM) / Comité ad hoc d'experts sur les questions relatives aux Roms et aux Gens du voyage (CAHROM)***

Mr Martin Martínek  
CAHROM Rapporteur on Roma children  
Czech Republic

*Apologised / excusé*

Mme Sophie Heegaard-Schroeter  
CAHROM substitute Rapporteur on Roma children  
Switzerland

*Apologised / excusée*

**European Committee on Legal Co-operation (CDCJ) / Comité européen sur la coopération juridique (CDCJ)**

Mr Francisco Javier Forcada Miranda  
Representative of the CDCJ  
Spain

*Apologised / excusé*

**European Social Cohesion Platform / Plateforme européenne de cohésion sociale (PECS)**

Ms Petia Moeva  
Vice-Chair  
Chief Expert  
Department on Equal Opportunities and Antidiscrimination  
Directorate on People with Disabilities, Equal Opportunities and Social Assistance  
Ministry of Labour and Social Policy  
Bulgaria

**EUROPEAN UNION / UNION EUROPEENE**

Ms Stéphanie Toschi  
Political officer  
EU Delegation to the Council of Europe

Ms Margaret Tuite  
Commission coordinator for the rights of the child  
Unit C1: Fundamental rights and rights of the child  
Directorate-General Justice  
European Commission

*Apologised / excusée*

Ms Astrid Podsiadlowski  
Head of Sector Rights of the Child  
Equality and Citizens' Rights Department  
European Union Agency for Fundamental Rights (FRA)

*Apologised / excusée*

**OTHER INTERNATIONAL ORGANISATIONS / AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES**

Office of the Special Representative of the Secretary-General on Violence against Children / Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies chargée de la question de la violence à l'encontre des enfants

United Nations Special Rapporteur on the sale of children, child prostitution and child pornography / Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants

Ms Maud de Boer-Buquicchio, Special Rapporteur / Rapporteuse spéciale

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) / Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR)

M. Gert Westerveen  
Representative / Représentant  
Representation of the UNHCR to the European Institutions in Strasbourg / Représentation de l'UNHCR auprès des Institutions européennes à Strasbourg



Ms Delphine Leneutre  
Legal Associate / Associée juridique  
Representation of the UNHCR to the European Institutions in Strasbourg / Représentation de  
l'UNHCR auprès des Institutions européennes à Strasbourg

United Nations Children's Fund (UNICEF) / Fonds des Nations Unies pour l'enfance (Unicef)

Ms Michaela Bauer  
Partnerships Manager  
UNICEF Regional Office for Central and Eastern Europe  
and Commonwealth of Independent States (CEE/CIS)  
UNICEF Brussels Office

*Apologised / excusée*

**OBSERVER STATES TO THE COUNCIL OF EUROPE / ETATS OBSERVATEURS AUPRES DU  
CONSEIL DE L'EUROPE**

**Canada**

**Holy See / Saint Siège**

Mme Alessandra Aula  
Secrétaire Générale du Bureau international catholique de l'enfance / Secretary General of the  
International Catholic Child Bureau

**Japan/Japon**

Ms Kumiko Niitsu  
Chargée de mission  
General Consulate of Japan

**Mexico/Mexique**

Ms Lorena Alvarado Quezada  
Deputy to the Permanent Observer of Mexico to the Council of Europe /  
Adjointe à l'Observateur Permanent du Mexique auprès du Conseil de l'Europe

**United States of America/Etats Unis d'Amérique**

**Countries concerned with the Council of Europe policy towards neighbourhood regions / Pays  
concernés par la politique du Conseil de l'Europe à l'égard des régions voisines**

**JORDAN / JORDANIE**

**MOROCCO / MAROC**

Mr Khalid Chrfi Alaoui  
Chef de la Division de l'Enfance  
DPFEPA  
Ministère de la Solidarité, de la Femme,  
de la Famille et du Développement Social

*Apologised / Excusé*

**TUNISIA/TUNISIE**

\*\*\*

## **OBSERVERS / OBSERVATEURS**

### **Children's Rights Information Network (CRIN) / Réseau d'information sur les droits des enfants (CRIN)**

Ms Louise de Brisson  
Francophone countries consultant / Consultante francophonie

### **Defence of Children International (DEI) / Défense des Enfants International (DEI)**

Mr Benoît van Keirsbilck  
Director / Président

### **Eurochild**

Ms Mieke Schuurman  
Senior Policy and Advocacy Coordinator  
Children's Rights & Child Participation

### **International Association of Youth and Family Judges and Magistrates / Association Internationale des Magistrats de la Jeunesse et de la Famille (AIMJF)**

M. Daniel Pical  
Président de la Section Européenne

### **Missing Children Europe**

Ms Federica Toscano  
Focal Point on Missing Migrant Children

### **SOS Children's Villages / SOS Villages d'Enfants**

Mr Ronan Mangan  
EU Policy Advisor  
EU Liaison Office  
SOS Children's Villages International

\*\*\*

## **EXPERTS**

Mr John Carr  
Independent Expert  
United Kingdom

Ms Eva Lievens  
Assistant Professor of Law and Technology  
Faculty of Law  
Ghent University  
Belgium

Ms Sonia Livingstone  
Professor  
Department of Media and Communications  
London School of Economics and Political Science  
United Kingdom

**COUNCIL OF EUROPE / CONSEIL DE L'EUROPE**

F-67075 Strasbourg Cedex

Tél.: +33 3 88 41 20 00 ;

Fax: + 33 3 88 41 27 81/82/83 ; E-mail: <http://www.coe.int>

**DGII – Directorate General of Democracy / Direction générale de la démocratie**

Ms Snežana Samardžić-Marković

Director General of Democracy / Directrice générale de la démocratie

Ms Elda Moreno

Head of the Children's Rights and Sport Values Department / Chef du Service des droits des enfants et des valeurs du sport

Directorate of Human Dignity and Equality/Direction de la Dignité humaine et de l'égalité

Tel: +33 3 88 41 22 62 ; E-mail: [elda.moreno@coe.int](mailto:elda.moreno@coe.int)

**Secretariat to the Ad hoc Committee for the Rights of the Child / Secrétariat du Comité ad hoc pour les droits de l'enfant**

Ms Regina Jensdottir

Children's Rights Co-ordinator, Executive Secretary to the Ad hoc Committee for the Rights of the Child / Secrétaire exécutive du Comité ad hoc pour les droits de l'enfant

Tel : +33 3 88 41 22 25 ; E-mail : [regina.jensdottir@coe.int](mailto:regina.jensdottir@coe.int)

Ms Livia Stoica Becht

Secretary to the Ad hoc Committee for the Rights of the Child / Secrétaire du Comité ad hoc pour les droits de l'enfant

Programme Officer / Responsable de programme

Tel: +33 3 90 21 42 60; E-mail: [livia.stoica@coe.int](mailto:livia.stoica@coe.int)

Ms Gisella Gori

Co-Secretary to the Ad hoc Committee for the Rights of the Child / Co-secrétaire du Comité ad hoc pour les droits de l'enfant

Programme Officer / Responsable de programme

Tel: +33 3 90 21 42 60; E-mail: [livia.stoica@coe.int](mailto:livia.stoica@coe.int)

Ms Jackie Renaudin-Siddall

Assistant / Assistante

Tel: +33 3 88 41 31 86; E-mail: [jackie.renaudin-siddall@coe.int](mailto:jackie.renaudin-siddall@coe.int)

**Children's Rights Division / Division des droits des enfants**

Ms Barbara Koziori

Programme Adviser / Conseillère de programme

Ms Naomi Trewinnard

Senior Project Officer / Responsable de projet principale

Ms Corinne Isler

Trainee / stagiaire

**European Commission against Racism and Intolerance (ECRI) Secretariat / Secrétariat de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI)**

Ms Zeynep Usal Kanzler

Lawyer

Ms Aida Farkas

Trainee

**Office of the Special Representative of the Secretary General for Roma Issues / Bureau du Représentant spécial du Secrétaire Général pour les questions relatives aux Roms**

Ms Chrisoula Arcoudis  
Member of the Support Team of the Special Representative of the Secretary General for Roma Issues  
E-mail: [chrisoula.arcoudis@coe.int](mailto:chrisoula.arcoudis@coe.int)

**DGI – Directorate General of Human Rights and Rule of Law / Direction générale des Droits de l'Homme et de l'Etat de Droit**

**Media and Internet Governance Division / Division des médias et de la gouvernance de l'internet**

Ms Christina K. Lamprou  
Project Officer  
Tel: +33 3 90 21 51 73; E-mail: [christina.lamprou@coe.int](mailto:christina.lamprou@coe.int)

**Secretariat of the Parliamentary Assembly of the Council of Europe / Secrétariat de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe**

Ms Olga Kostenko  
Secretary to the Committee on Migration, Refugees and Displaced Persons / Secrétaire de la Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées  
Tel: +33 3 88 41 34 73; E-mail: [olga.kostenko@coe.int](mailto:olga.kostenko@coe.int)

Ms Olivera Simic  
Committee on Migration, Refugees and Displaced Persons / Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées

Ms Maren Lambrecht  
Secretary to the Committee on Social Affairs, Health and Sustainable Development / Secrétaire de la Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable  
Tel: +33 3 90 21 47 78; E-mail: [maren.lambrecht@coe.int](mailto:maren.lambrecht@coe.int)

Ms Jannick Devaux  
Project manager for “Parliaments and Social Rights”  
Committee on Social Affairs, Health and Sustainable Development / Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable  
Tel: +33 3 90 21 49 03; E-mail: [jannick.devaux@coe.int](mailto:jannick.devaux@coe.int)

**Office of the Commissioner for Human Rights / Bureau du Commissaire aux droits de l'homme**

Ms Françoise Kempf  
Adviser / Conseillère  
Tel: +33 3 90 21 49 66; E-mail: [francoise.kempf@coe.int](mailto:francoise.kempf@coe.int)

Ms Cristina Genovese  
Trainee / stagiaire  
Tel: +33 3 90 21 4333; E-mail: [cristina.genovese@coe.int](mailto:cristina.genovese@coe.int)

**INTERPRETERS / INTERPRÈTES**

Ms Angela Brewer  
Ms Cynera Jaffrey  
Ms Katia Di Stefano

